

**CONSULTATION PUBLIQUE DE LA COMMISSION DE  
REGULATION DE L'ENERGIE DU 21 JUILLET 2016 RELATIVE A LA  
TARIFICATION DES PRESTATIONS ANNEXES REALISEES A TITRE  
EXCLUSIF PAR LES GESTIONNAIRES DE RESEAUX DE  
DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL**

**REPONSE DE GRDF**

**Question 10 :**

*Êtes-vous favorable à la mise en place de la prestation « Transmission de données à la maille d'un immeuble », dans les conditions décrites ci-dessus ?*

GRDF est favorable à la mise en place de cette prestation dans les conditions décrites dans la consultation publique lancée par la CRE.

***« Au vu de ces éléments, la CRE envisage de rendre cette prestation accessible sans frais, et de demander un retour d'expérience aux opérateurs sur la mise en œuvre de cette prestation. »***

Comme indiqué dans la consultation, contrairement aux prestations classiques proposées aux clients et aux fournisseurs, la transmission de données de consommation agrégées à la maille immeuble ne peut être facturée via la facture de gaz naturel, le demandeur de la prestation n'étant pas le client final. Dès lors, les coûts de facturation seraient importants, et, en particulier pour les demandes concernant peu de points, excèderaient très certainement le coût de réalisation de la prestation.

En outre, l'article L453-7 du code de l'énergie prévoit explicitement la possibilité de facturer les coûts résultants de l'agrégation des données de comptage au propriétaire ou au gestionnaire de l'immeuble, sur une base non lucrative, sans l'imposer.

Par ailleurs, les évolutions législatives récentes vont dans le sens (i) d'une ouverture des données, en particulier de celles détenues dans le cadre de l'exploitation de services publics et donc d'un financement de cette ouverture majoritairement supporté via les ressources des services publics, et (ii) du développement de la maîtrise de l'énergie.

L'absence de facturation des coûts de réalisation de la prestation semble donc davantage cohérente avec ces deux objectifs poursuivis par le législateur, conformément au droit de l'union européenne.

GRDF recommande donc de réaliser un retour d'expérience courant 2017 sur la satisfaction des utilisateurs quant à l'adéquation de la prestation à leur besoin et sur les coûts associés.